

Inde : premier rapport sur la grève générale du 28 février 2012

mardi 20 mars 2012, par [CHATTOPADHYAY Kunal](#) (Date de rédaction antérieure : 29 février 2012).

Le 28 février 2012, onze fédérations et quelque 5000 syndicats se sont unis pour appeler à une grève dans le secteur industriel, grève qui est finalement devenue générale. Cela malgré de nombreuses décisions de justice interdisant tout appel à des bandhs ou des hartals, c'est-à-dire à des interruptions totales de travail (des « fermetures » d'entreprises). Des initiatives sont évidemment des actions politiques dirigées contre le gouvernement par-dessus la tête des patrons ou des représentants politiques pris individuellement.

Dans un certain nombre de provinces, les gouvernements ont réagi très durement. Au Kerala, le gouvernement provincial du Parti du Congrès a déclaré que les grévistes seraient privés de salaire. Dans le Bengale-Occidental, le gouvernement du Congrès Trinamul [Parti de cet Etat, dirigé par Mamata Banerjee et de droite dure] a menacé de briser la grève et a obligé une grande partie des fonctionnaires à travailler, ce qui les a souvent forcés à passer la nuit à leur poste. Malgré cela quelque 35% des fonctionnaires ont déserté leur poste de travail.

L'ensemble la grève a cependant eu du succès. Les travailleurs dans des secteurs comme le charbon, les centrales électriques et la construction ont manifesté leur solidarité avec la grève des syndicats. G. Sanjeev Reddy, président de du Congrès national des Syndicats indien a déclaré : « Nous avons reçu un important soutien de la part des travailleurs des mines de charbon, des centrales électriques et du secteur des transports ». Parmi les revendications impulsées il y avait notamment celle pour des salaires égaux pour les travailleurs fixes et intérimaires.

Publiquement, les gouvernements ont tenté de donner le change et de faire figure. Ils ont déclaré que la grève avait été un échec. Mais la réalité s'est imposée avec fracas. L'Association des Chambres du commerce et de l'industrie en Inde (ASSOCHAM) a déclaré qu'il n'y avait aucune justification pour cette grève. Et elle pourrait entraîner à niveau national la perte d'environ 1'000 millions de roupies (soit 18 millions d'euros) pour l'économie nationale.

Les grévistes revendiquaient un salaire minimum à niveau national, des emplois permanents pour 50 millions de travailleurs précaires, davantage d'efforts de la part du gouvernement pour restreindre les hausses du coût de la vie et de l'inflation [l'augmentation des prix des biens alimentaires, avec des fluctuations est restée, à cela s'ajoute une hausse des prix, à deux chiffres, pour les vêtements et les chaussures] et la fin des fermetures avec licenciements des entreprises publiques rentables.

A Kolkata (Calcutta), traditionnellement une place forte des syndicats, la plupart des banques, des magasins et autres entreprises étaient fermées, et les taxis et les rickshaws [véhicule tricycle à traction humaine ; motorisés ils sont appelés autorickshaws] s'étaient retirés des rues. Le métro de la ville a fonctionné normalement et le Premier ministre de Bengale-Occidental, Mamata Banerjee, - connu pour ses diatribes antisyndicales et qui avait mené une campagne agressive contre l'appel à la grève - a fait venir dans la ville cent autobus de compagnies publiques. R. K. Pachnanda, le chef de la police de Kolkata, a déclaré qu'il a dû déployer 10'000 officiers de police dans la ville, y compris des unités spéciales pour le maintien de l'ordre afin de contrer les piquets des militants syndicaux devant des bureaux du gouvernement, des dépôts d'autobus et des stations de métro. Le service

d'information Press Trust of India (PTI) a annoncé qu'environ 100 syndicalistes avaient été arrêtés dans différents quartiers pour avoir participé à des piquets de grève ayant bloqué les voies ferrées et la circulation en ville.

A Mumbai, la capitale financière de l'Inde, Vishwas Utagi, le secrétaire général de l'Association Pan-indienne des employés de banque a déclaré au PTI que dans le secteur bancaire « *la fermeture avait été complète* ». L'Unité de Transactions de la Banque centrale était également fermée, ce qui a « *également affecté les banques privées et étrangères dans lesquelles nous n'avons pas d'implantation syndicale* ».

A la Nouvelle Delhi, la circulation était moins dense que d'habitude et les gens qui débarquaient à la gare ferroviaire centrale cherchaient en vain des moyens de transport pour se rendre dans d'autres quartiers de la ville. A une filiale de la Bank of India, une banque publique au centre de la capitale, seul quelques employés se sont présentés à leur poste de travail. La banque était ouverte, mais aucune transaction n'a pu être effectuée. Des pendulaires se sont aussi plaints du fait que les autobus ne fonctionnaient qu'à une faible fréquence.

La grève de 24 heures a affecté l'ensemble des activités dans l'Etat du Karnataka, y compris dans la ville de Bangalore, où les magasins, les banques, les fabriques, les restaurants et les cinémas sont restés fermés et où les transports publics et les rickshaws motorisés avaient disparu des rues. Plus de 10'000 travailleurs, représentants et délégués des différents syndicats, y compris ceux affiliés au All India Trade Union Congress (Congrès syndical pan-indien - AITUC), la Center of Indian Trade Unions (Centrale syndicale de l'Inde - CITU) et des employés de banque ont organisé des manifestations devant la mairie et sur la place historique de la ville, Mysore Bank Circle, contre les politiques anti-ouvrières du gouvernement.

A Nagpur [dans l'Etat de Maharashtra], la grève a affecté non seulement les transports et les banques mais aussi, pour la première fois depuis quelques années, l'usine d'armement à Ambhajhari. Cette usine fabrique, outre le dernier modèle de missile Pinaka, dont elle produit 24 unités par jour, des obus d'artillerie, y compris ceux de calibre 155 mm pour les canons Bofors [de la firme suédoise Bofors : dans les années 1980 et 1990, cette entreprise a été mêlée à des scandales de corruption dans lesquels était impliqué Rajiv Gandhi]. La grève a interrompu toute la production, car personne n'est venu travailler.

Les syndicats du secteur industriel, les organisations de chômeurs, les syndicats du secteur bancaire et de l'enseignement se sont associés pour cet appel à la grève générale. Dans tout le pays des enseignants à plein-temps accumulent des retards salariaux de plus de cinq ans, alors que dans le même temps on engage de plus en plus d'enseignants avec des salaires dérisoires .

Le panorama est tout aussi sinistre en ce qui concerne les fonctionnaires du gouvernement. La sous-traitance, les délocalisations et la précarisation de la force de travail qui ont commencé dans les années 1993-1994 ont entraîné une perte qui est actuellement évaluée à près d'un million d'emplois fixes. La pression était devenue tellement forte que même l'INTUC, contrôlé par le Parti du Congrès, a été obligé d'appeler à la grève, tout comme les syndicats dirigés par le Parti communiste indien, par le PC(M), par les socialistes et d'autres. D'après les syndicats, des centaines de travailleurs ont été arrêtés dans de nombreux Etats, avec 200 détenus à Delhi et 2'000 à Jamou et au Cachemire. Au Bengale-Occidental, où le gouvernement s'est opposé à la grève et a tenté de la briser, les chiffres sont encore beaucoup plus élevés.

Pendant près de deux décennies, la classe ouvrière a utilisé son pouvoir de manière très inégale. La classe dirigeante a pu faire ce qu'elle a voulu. La grève a obligé les classes dominantes à respecter à nouveau les travailleurs et à reconnaître que :

« Ils ont amassé des millions qu'ils n'ont jamais gagnés par leur travail. Mais sans notre cerveau et nos muscles aucune roue ne peut tourner. Nous pouvons briser leur puissance hautaine et gagner notre liberté en apprenant que l'unité est notre force. »

Kunal Chattopdhyay

P.-S.

* Kunal Chattopdhyay est un analyste politique marxiste et membre de Teachers and Scientists Against Maldevelopment (TASAM) et professeur d'histoire à l'Université de Jadavpur (région sud de Kolkata). Traduction A l'Encontre <http://alencontre.org/>